

Service départementale de l'ONAC de la Charente

# La Charente et la Grande Guerre 1914 - 1918



*mémoire et solidarité*

*« ... Chacun de nos soldats eut un cri de souffrance.  
Devant ces arbres morts qui jonchaient les terrains... »*

Le vol de la Marseillaise  
*Edmond Rostand*

# Préface

Comment ne pas être saisi d'effroi devant les chiffres vertigineux des pertes humaines ?

10 millions de morts, dont 1 400 000 Français, parmi lesquels 13 000 Charentais.

Comment rendre compte de l'horreur de la guerre de 1914-1918 dans un département qui, comme la Charente, était un département dit « de l'arrière » loin du front, mais qui donnera toute sa jeunesse et au-delà pour la Patrie ?

A l'occasion du centenaire de la première guerre mondiale, c'est modestement ce défi que relève cette brochure réalisée par le service départemental de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVVG) de la Charente.

Cent ans après l'ordre de mobilisation générale du 2 août 1914, notre devoir de mémoire se

devait de rappeler le sacrifice de nos soldats morts pour la France, dont les noms s'égrènent sur tous les monuments aux morts de nos communes.

Combien furent douloureuses les séparations, les conséquences économiques, démographiques et sociologiques du conflit. Comment s'est opéré, pour ceux qui ont survécu, le retour à la paix, brisés à jamais, marqués dans leur chair et dans leur conscience ?

A travers ce document, d'abord en hommage à nos aînés, c'est tout un pan de l'histoire de la Charente qui est éclairé.

Mes remerciements à toutes celles et tous ceux qui ont œuvré pour nous restituer avec fidélité ces pages mémorielles.

le Préfet de la Charente,  
Salvador PÉREZ

# Sommaire

## Partir en guerre

1. Devenir combattant p. 6
2. Quitter un lieu de vie et sa famille p. 8
3. Conséquences immédiates et premiers changements p. 9

## Loin du front et proche des combats

1. S'informer et se rendre compte p. 13
2. Soutenir les combattants p. 16
3. Vivre aussi p. 17

## La fin du conflit et le retour à la Paix

1. La lassitude de la guerre p. 20
2. Le retour des combattants p. 21
3. L'hommage aux morts et aux anciens de 14-18 p. 24

Avec l'assassinat du prince héritier de l'Empire austro-hongrois, François-Ferdinand, le 28 juin 1914 à Sarajevo, les rivalités commerciales, économiques, militaires et territoriales entre états européens apparaissent au grand jour.

Regroupés au sein d'alliances, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Russie entrent en guerre contre l'Empire d'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Italie.

Les forces de paix, représentées par des voix puissantes du socialisme, doivent s'effacer devant la marche à une guerre que dans chaque pays on prévoyait courte. En France, Jean Jaurès est assassiné le 31 juillet.

Le gouvernement français lance, le 2 août 1914, l'ordre de mobilisation générale qui touche 4 millions de français.

## les alliances à la veille de la Grande Guerre



# Partir à la guerre

En Charente comme ailleurs la guerre est annoncée. Le 1er août 1914, les cloches sonnent le tocsin appelant la population à se rassembler pour écouter le garde champêtre proclamer la mobilisation générale.

Dans la campagne charentaise, les hommes mobilisés dès le 2 août à minuit abandonnent les travaux des champs pour devenir des combattants.

## 1 Devenir un combattant

L'avis de mobilisation générale placardé dans les mairies appelle tous les Charentais de 18 à 45 ans à servir la patrie.

Ceux âgés de 45 à 48 ans sont affectés comme territoriaux chargés du maintien de l'ordre (la sécurité) le long des voies de communication. Rares sont ceux qui tentent d'échapper à l'ordre de mobilisation.

Déjà alertés par les journaux, animés à la fois par une certaine résignation et le sens du devoir, ils se rendent le plus souvent par le train aux centres de mobilisation situés à Périgueux, Limoges et principalement Angoulême (voir tableau ci-dessous)

107 <sup>e</sup> RI	Infanterie d'active	caserne Saint Roch (cité administrative)
307 <sup>e</sup> RI	Infanterie de réserve	caserne Saint Roch (cité administrative)
21 <sup>e</sup> RAC	Artillerie de campagne	casernes actuelles 1 <sup>er</sup> Rima
34 <sup>e</sup> RAC	Artillerie de campagne	unité répartie entre Angoulême et Périgueux
52 <sup>e</sup> RAC	Artillerie de campagne	casernes actuelles 1 <sup>er</sup> Rima

Là, ils récupèrent leur uniforme bleu et rouge, leur matériel et leur fusil Lebel d'un poids de 4 kilos.

Les régiments sont composés suivant des critères géographiques si bien que les hommes d'un même

village peuvent se trouver dans le même régiment. Cela a des conséquences dramatiques lorsque le régiment est décimé au cours des combats.

## Caserne d'infanterie d'Angoulême (Crédit DR)



Ces hommes qui partent d'Angoulême dès août 1914 ont suivi périodiquement un entraînement militaire sur les 38 hectares de terres incultes que constituait alors le champ de

manœuvres de Soyaux et sur le terrain des Chaumes de Crage à Angoulême, quartier de Ma Campagne.



## Caserne d'artillerie d'Angoulême (Crédit DR)

## 2 Quitter un lieu de vie et sa famille



Gare d'Angoulême  
(Crédit DR)

Pour la plupart des charentais, quitter son village pour rejoindre le dépôt militaire d'Angoulême constitue déjà une aventure. La famille joue à ce moment un grand rôle. Partants et restants partagent le même sentiment situé « à peu près à égale distance de la consternation et de l'enthousiasme »  
(Jean-Jacques BECKER).

Chacun est persuadé que la guerre sera courte et terminée au plus tard pour le Noël suivant. Le 6 août, le 107<sup>ème</sup> régiment d'infanterie est vivement acclamé dans les rues d'Angoulême où il défile avant de se rendre à la gare. La population accompagne jusqu'au dernier moment ses soldats dans des trains de voyageurs et de marchandises entièrement mis à la disposition de l'armée.

Le 107<sup>ème</sup> régiment d'infanterie (RI)  
(Crédit DR)



Avec la déclaration, dès le 3 août 1914, de l'« état de siège » et l'instauration de la réquisition, les principales ressources du pays sont mises à la disposition de l'armée :

- les trains sont exclusivement réservés au déplacement des troupes.
- alimentation, textile, fourrage sont réquisitionnés pour l'armée, pour les réfugiés du nord et de l'est de la France et pour les nécessiteux.

Opérées auprès des particuliers d'abord au niveau départemental puis cantonal, ces réquisitions font appel à la fibre patriotique de chacun parce que les produits y sont achetés à des cours inférieurs de 10 à 20 % à ceux du marché.

Les premières réquisitions font état à Puymoyen de 26 chevaux achetés 890 francs l'unité. À Aubeterre, il est acheté 9 chevaux à 850 francs l'un, 2 voitures, des harnais, 18 couvre pieds, 400 kg de haricots, 7500 litres de blé, 50 tonnes d'avoine et 7 tonnes de foin.

Avec l'allongement de la durée de la guerre cette ferveur diminue vite d'autant que les frais de transport des marchandises sont souvent laissés à la charge des producteurs.

Les communes charentaises, responsables des réquisitions,

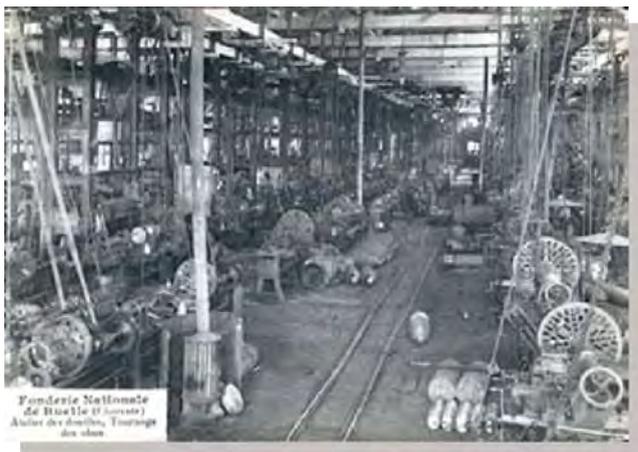
rencontrent aussi des difficultés pour assurer, avec moins de moyens humains, leur administration et le maintien de l'ordre public. Leurs dépenses augmentent en raison des secours qu'elles versent aux populations les plus fragiles ou des subventions aux associations d'entraide qui se créent comme « le tricot du soldat », « la solidarité » ou « les sacs à terre ».

Les allocations d'État versés aux familles de mobilisés à raison d'1,25 franc par femme et par jour et 50 centimes par enfant de moins de 16 ans soulagent toutefois l'assistance communale.

Des secrétaires de mairie, mobilisés, manquent, même s'ils sont parfois remplacés par des instituteurs ou des institutrices.

Jusqu'à la fin de 1914, des gardes civiques supervisés par la gendarmerie sont postés aux entrées des villes et des villages contre des éventuels espions ou saboteurs. Puis le seul garde champêtre assure la sécurité.

Dès le 17 août 1914, 500 civils allemands et autrichiens sont internés à Nersac.



Fonderie Nationale de Ruelle  
(Crédit DR)

Les réquisitions sur les matières premières rendent les villes sombres et tristes. Ainsi, à Angoulême, tous les lampadaires à gaz sont éteints à 22h30 pour économiser cette énergie.

Les transports, entravés, ralentissent la diffusion du courrier.

La mobilisation des hommes jeunes a d'importantes conséquences sur l'activité agricole et industrielle et ses effets se font sentir dès l'automne 1914 : faute de main d'œuvre et parfois de débouchés militaires, certaines usines ferment.

Toutefois, dès la fin de 1914 et le début de 1915, les usines rouvrent avec une production tournée vers l'effort de guerre.

Ainsi, à Gond-Pontouvre, des entreprises de papier fabriquent des draps pour les soldats.

À Barbezieux, une usine de machines agricoles livre 80 000 pelles à tranchées au Génie de l'Armée en octobre 1915.

Les usines d'armement comme la Fonderie de Ruelle ou la Poudrerie d'Angoulême tournent à plein régime.

Ainsi, au service des acides de la Poudrerie, la durée du travail est portée de 8h30 à 9h par jour à raison de 7 jours par semaine contre 6 avant-guerre. Le nombre d'ouvriers ne cesse d'y augmenter, passant de 1600 en 1914 à 8500 en 1918.

La Fonderie de Ruelle, quant à elle, acquiert une nouvelle voie ferrée pour acheminer sa production jusqu'au port l'Houmeau ou la gare d'Angoulême. Celle-ci augmente de manière exponentielle passant de 4000 obus de 75 mm en 1914 à 900 000 en 1916.

L'activité en Charente relève à 80% des effectifs de l'agriculture. Les jeunes hommes mobilisés sont remplacés par les femmes, les enfants et les hommes plus âgés.

Les chevaux sont remplacés par les bœufs. Une entraide familiale et villageoise s'instaure mais elle est très ponctuelle, l'individualisme prévalant.

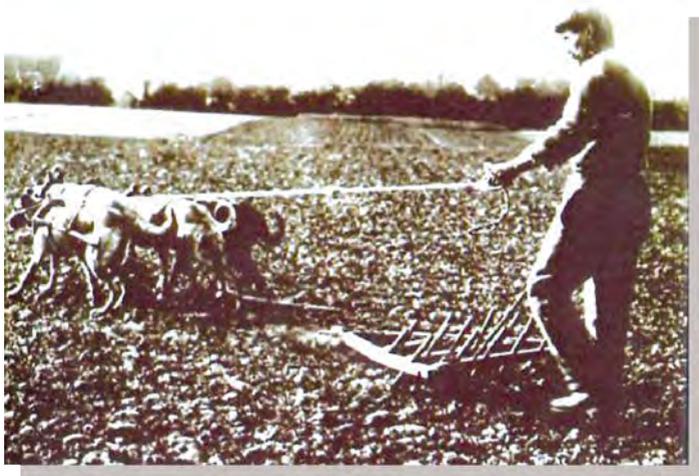
Cela suffit à peine à limiter la baisse des rendements de la production et la diminution des surfaces exploitées.

C'est ainsi que la production agricole de 1916 ne représente que 80% de celle de 1914.

À Lichères, en 1914, 12 quintaux de blé sont produits à l'hectare sur 95 hectares.

En 1916, ce sont 10 quintaux à l'hectare sur seulement 80 hectares ensemencés.

Même le cognac est en crise. À Richemont pour 200 barriques remplies du précieux liquide en 1914, il n'y en a que 52 en 1915.



Dans certains départements des chiens remplacent aux labours chevaux et bœufs (Crédit DR)

D'autres bras, comme ceux des soldats qui attendent dans les dépôts militaires, ceux des soldats territoriaux, de réfugiés, ou ceux des permissionnaires, sont appréciés et payés : de 3 à 6 francs par jour pour les soldats des dépôts, 2 francs pour les réfugiés de sexe masculin.

La situation est délicate et renforcée par les difficultés de transports qui entravent le commerce des engrais.

Pour y remédier, le gouvernement français instaure, en 1916, l'heure d'été, ce qui permet d'allonger les journées de travail dans les champs.

La situation est telle que le Ministre de l'Instruction publique, René VIVIANI, et celui de l'Agriculture, Étienne CLEMENTEL, lancent un appel conjoint fin 1916 à tous les enfants scolarisés pour travailler aux champs et améliorer ainsi l'offre de productions vivrières.

Quelques travailleurs coloniaux et prisonniers de guerre sont affectés aux travaux agricoles, mais ceux-ci sont, « comme les réfugiés », plus volontiers accaparés

par l'industrie, notamment les usines d'armement.

À la Poudrerie, ce sont quelques 418 Indochinois qui travaillent en 1915 accompagnés de 1026 femmes.

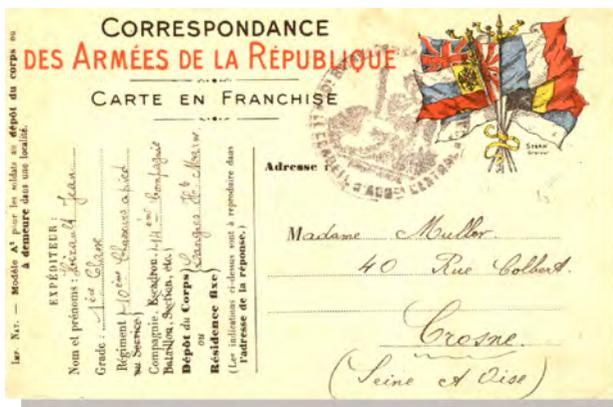
La Fonderie de Ruelle acquiert le camp de la Combe aux loups pour héberger la main d'œuvre coloniale nouvelle.

# Loin du front et proche des combats

La guerre s'installe et s'enterme dans les tranchées. La guerre courte espérée est une illusion. La Charente, éloignée du front désormais stabilisé au nord de Paris, est cependant rattrapée par les combats.

S'informer, soutenir les combattants jusqu'à la victoire et essayer de vivre avec les contraintes de la guerre deviennent des préoccupations quotidiennes des Charentais.

## 1 S'informer et se rendre compte



Carte postale de franchise militaire éditée par l'Imprimerie nationale pour permettre aux soldats de correspondre avec leurs familles

(Crédit DR)

Avec un parent, un ami ou un voisin mobilisé, chaque Charentais se sent concerné par la guerre qui se déroule loin de son département et recherche des nouvelles du front.

Celles-ci sont rares et difficiles à obtenir. Les bulletins d'information officiels quotidiens sont au début de la guerre la source essentielle d'information.

Mais ils apparaissent vite creux et biaisés, amplifiant les victoires, minimisant les reculs, censurant les éléments qui pourraient démoraliser la population.

Aussi, les correspondances intimes des soldats, plus précises et détaillées y sont vite préférées même si elles aussi étaient soumises à une vérification et une censure des services postaux de l'armée.

D'autres moyens d'information, indirects, apparaissent : c'est ainsi que la bataille de Moislains dans la Somme où périrent fin août 1914 en une demi-journée plus de 450 Charentais du 307ème Régiment d'Infanterie, n'a pu être connue de la population charentaise la plus curieuse que par déduction et l'envoi au départ d'Angoulême de 900 hommes en renfort début septembre 1914.

Les Charentais peuvent donc se rendre compte de l'évolution des combats par l'agitation propre au département : les renforts qui partent fréquemment de la gare d'Angoulême indiquent le besoin continu de reconstituer les lignes de front régulièrement accablées par la mort et les blessures.

Les renforts sont français, charentais et alliés. En 1917, les Américains - dont 8 000 sont encasernés à Angoulême - et les Tchécoslovaques entrent dans le concert des nations belligérantes pendant que les Russes sous régime soviétique en sortent.

Sous domination de l'Empire austro-hongrois, des Tchécoslovaques cherchant à s'émanciper rejoignent le combat aux côtés de la France dès 1914. Ce mouvement indépendantiste exilé en France est reconnu par le gouvernement français en 1916. En décembre 1917, le président de la République Raymond POINCARÉ l'autorise à constituer une armée autonome. Les 21<sup>ème</sup> et 22<sup>ème</sup> régiments tchécoslovaques, s'entraînent respectivement à Cognac et à Jarnac en 1918.



Médailles commémoratives pour le trentenaire  
de la création des 21e et 22e régiments  
de chasseurs tchécoslovaques.  
(Crédit DR)

L'afflux massif des réfugiés du nord et de l'est envahis par l'Allemagne donne concrètement une idée des territoires et du nombre d'habitants concernés par l'invasion.

Ils sont quelques 8 000 à trouver refuge en Charente, à profiter des réquisitions de logements et des allocations d'État. Ils sont aussi, malgré un parler différent et une certaine prévention, une source d'information directe.

De même, les prisonniers de guerre allemands forment l'aspect visible des avancées françaises.

160 travaillent par groupe de 20 dans l'agriculture et plus de 350 dans les usines d'armement.

Nombreux sont les blessés évacués sur les hôpitaux temporaires à l'arrière du front. Ces hôpitaux, lieux de souffrances et lieux de guerre placent les Charentais devant les réalités des combats.



L'école normale d'institutrices (actuelle école supérieure du professorat et de l'éducation) transformée en hôpital temporaire  
*(Crédit DR)*

Complémentaires, auxiliaires ou bénévoles, ils sont installés, à raison d'un au minimum par canton dans des locaux très différents allant des écoles aux maisons particulières.

Le lycée de garçons d'Angoulême, actuel Lycée Guez de Balzac, devient un hôpital complémentaire du

service des armées comme l'école normale d'institutrices.

Par rebond les écoles déménagent dans des cafés, des mairies, des cuisines ou des ateliers de menuiserie.



Le collège de garçons de Cognac (actuel collège Mounier) devenu hôpital temporaire pendant la Grande Guerre (Crédit DR)

Enfin, devant l'effondrement de la production agricole et la hausse consécutive des prix des produits alimentaires, le gouvernement autorise en juillet 1915 des agriculteurs à revenir travailler aux champs sans que cela soit forcément sur leurs terres.

Ces permissionnaires qui, de janvier à septembre 1916, sont environ 7700, apportent comme les blessés des nouvelles fraîches du front.

## 2 Soutenir les combattants

La volonté de soutenir les soldats pour la victoire se manifeste par de nombreuses actions ponctuelles.

C'est ainsi que des journées de sensibilisation et des collectes faisant appel aux dons comme « la journée du Poilu », ou du « 75 » (en référence au calibre du principal canon utilisé par l'armée française) sont organisées.

Très productives au début, leur rendement s'émousse malgré l'implication des écoles et des

instituteurs à partir de 1916 quand stagne la situation militaire et que la guerre semble s'éterniser.

Touchés par la hausse des prix, les Charentais deviennent moins généreux, s'investissent moins dans les dons en or ou les réquisitions.

Afin de faire sortir l'or des bas de laine, l'État doit en 1916 menacer de faire frapper de nouvelles pièces de monnaie en or.

Le soutien de l'arrière aux combattants, indispensable pour gagner la guerre, est favorisé par les interventions de l'État et des collectivités qui multiplient les formes d'assistance aux familles de mobilisés et interviennent sur le bon ravitaillement des populations en pénalisant ceux qui vendent les produits de première nécessité trop chers.

L'État facilite aussi les transports.

### 3 Vivre aussi

La vie à l'arrière n'est pas exempte de contraintes.

Les Charentais vivent dans l'angoisse de la mort de leurs proches mobilisés. En réduisant de façon drastique les réjouissances, comme la fermeture des débits de boisson à 21 heures ou la suppression des fêtes, le gouvernement accentue ce phénomène qui implique davantage l'arrière dans la guerre.

La religion reprend pied dans des foyers qu'elle avait quitté et l'Église joue un rôle de soutien notamment pour faire face au deuil et au découragement.

Les difficultés de ravitaillement et la hausse des prix, en particulier des produits de première nécessité,

Les écoles s'ingénient à entourer les enfants orphelins de guerre et l'Église s'applique à soutenir les familles endeuillées et à promouvoir la parole de la victoire comme par exemple à Saint-Sulpice de Cognac.

Des marraines de guerre se portent volontaires pour échanger une abondante correspondance avec les soldats sans famille mobilisés et leur adresser des colis.

constituent des soucis quotidiens.

Le prix du quintal de blé augmente de 32 % de 1914 à 1916 à Aigre et celui du kilo de savon de 164 % aux mêmes dates à Montignac. Certains comme à Bessé sont accusés de spéculation.

Des différences de prix très notables sont observées entre communes charentaises. Le vin coûte par exemple deux fois plus cher à Fouquebrune qu'à Dignac qui sont deux communes séparées de moins de 10 km.

Les foires tombent en désuétude du fait de la baisse des échanges par manque de vendeurs, de bétails et d'acheteurs jusqu'en 1916. Le commerce de champignons de Rouzède est ainsi anéanti.

À cela s'ajoutent la suppression du crédit bancaire et l'obligation de n'effectuer que des retraits partiels sur les comptes.

Ces problèmes et la raréfaction de la monnaie à cause de la thésaurisation obligent le gouvernement à prendre de nouvelles dispositions :

- fixation, à partir de 1916, d'un prix plafond pour des produits comme les pommes de terre, le blé, l'avoine ;
- instauration de « journées sans » (pâtisseries le mardi, viande le vendredi) entre 1916 et 1917 ;
- création de carnets de rationnement en 1917 pour le sucre, le sel, l'essence, le pain ;
- ouverture en 1916 du magasin départemental de ravitaillement contrôlé par la Préfecture.

Le ravitaillement est si problématique que la ville d'Angoulême engage d'énormes travaux en 1917 pour relancer le transport fluvial au port de l'Houmeau dont le tonnage est passé de 60 000 tonnes en 1857 à 125 tonnes en 1914. Ceux-ci sont achevés en août 1918.

Les salariés qui doivent tout acheter ont plus de mal à survivre que les paysans. Les salaires ne suivent pas l'augmentation des prix bien que les usines qui travaillent notamment avec l'armée tournent à plein régime.



Le port de l'Houmeau d'Angoulême avant 1914  
(Crédit DR)

En fait, c'est la large distribution des allocations d'Etat majorées à 1,50 francs par adulte et par jour (75 centimes pour les moins de 16 ans) qui permet à la population de s'en sortir.

Pendant cette période les Charentais ne souffrent pas d'épidémies. Fort heureusement car les consultations médicales coûtent jusqu'à 50 francs alors qu'un instituteur gagne 150 francs par mois. Les médicaments augmentent de façon vertigineuse (plus de 1500 % entre 1914 et 1916 pour l'acide salicylique qui entre dans la composition de l'aspirine). Toutefois des associations de solidarité comme la « Goutte de lait » limitent l'impact de la guerre sur l'alimentation infantile.

# La fin du conflit et le retour à la Paix

Dès 1916 apparaissent des signes de lassitude face aux contraintes que la guerre impose aux Charentais.

## 1 La lassitude de la guerre

S'ils restent patriotes et attachés à la victoire, les Français n'ont plus en 1916 et 1917 le même souffle que celui qui les animait en 1914 lorsqu'ils espéraient une guerre courte.

Certains se demandent si les sacrifices consentis depuis 1914 ont été utiles. Les collectes au profit des soldats rapportent de moins en moins. Les vendeurs se plient avec difficulté aux réquisitions.

Ainsi, à Echallat, marquant son agacement à l'égard des réfugiés, le conseil municipal déclare : « L'Etat a assez d'argent puisqu'il en donne même à des gens qui n'en ont pas besoin et qui se foutent de nous ».

Estimant avoir fait le nécessaire en début de conflit, les Charentais se désintéressent bientôt de la situation des réfugiés.

Mais il n'y pas de contestation du pouvoir en place ni de manifestations de masse contre la guerre.

Simplement des signes très localisés comme cet instituteur de Bioussac

qui, en 1917, signale que ses élèves écrivent dans leurs rédactions leur hostilité à la guerre qui se prolonge ou dans d'autres communes les tricheries aux réquisitions qui augmentent et nécessitent l'intervention des gendarmes.

En 1917, des grèves revendiquent une hausse des salaires notamment dans les usines d'armement mais pas la baisse du nombre d'heures de travail.

Les grèves sont relativement brèves pour trois raisons :

- les ouvriers ne veulent pas porter atteinte à l'effort de guerre ;
- elles trouvent souvent une issue favorable ;
- les autorités sont vigilantes.

Par exemple, le 3 mai 1916, des boulangers manifestant leur mécontentement sont menacés par les autorités d'être immédiatement envoyés au front s'ils sont sursitaires d'appel.



Et encore ceux qui attendent doivent ils se montrer heureux de retrouver un être cher parce que beaucoup n'auront pas cette chance. D'autres retrouvent des soldats amputés d'une partie de leur intégrité physique ou mentale.

Le cortège des retours impressionne par le nombre des changements. Les combattants sont partis en rouge et bleu et ils reviennent en bleu horizon, les barbes ont remplacé moustaches et visages glabres (d'où le nom de Poilus), les corps et les esprits ont été meurtris par les combats.

La joie des retours fait place à l'étonnement physique et aux

demandes d'explications.

Elles sont données de façons diverses et vont de la frénésie de paroles et d'anecdotes au mutisme complet, parfois contraint par une blessure, parfois volontaire pour oublier.

En tout cas, il leur faut se réhabituer à la vie civile avec le lourd fardeau de la guerre sur leurs épaules.

Si la situation est délicate pour les combattants de retour, en particulier quand ils sont invalides comme les gueules cassées, il l'est tout autant pour les accueillants qui doivent faire face à l'homme d'après guerre ou au deuil.

Les séquelles  
d'après-guerre  
(Crédit DR)



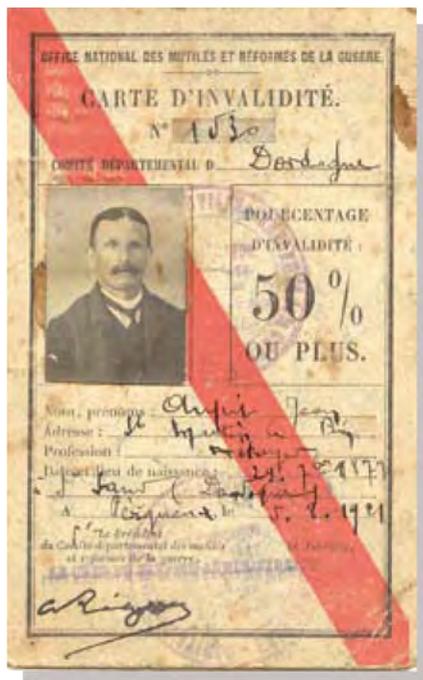
Carte d'invalidité délivré pour  
l'Office national des mutilés et  
réformés de la guerre  
(Crédit DR)

Celui-ci est d'autant plus pénible pour les familles éprouvées parce qu'il est vécu très souvent sans le retour du corps du défunt et parce que les veuves et les orphelins sont alors confrontés à la joie des retrouvailles des autres familles.

Pour les combattants revenus avec des blessures ou en difficulté, tout un arsenal est mis en place pour leur venir en aide comme la création en 1916 de l'Office national de Mutilés qui deviendra un peu plus tard l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG).

En Charente, le 15 juin 1917, au château de l'Oisellerie près d'Angoulême, les invalides et les mutilés sont assistés par une section de rééducation agricole. Ils sont nourris, blanchis et pensionnés gratuitement.

Les centres de rééducation se multiplient et la solidarité s'organise aussi pour les valides à qui on essaye de retrouver le même travail qu'avant la mobilisation.



Dans le même ordre d'idée, les enfants orphelins de guerre sont pris en charge par l'Etat en qualité de Pupille de la Nation.

Le retour des combattants s'effectue donc dans des conditions de solidarité à tous les niveaux mais dans une perspective de bouleversement des liens entre ville et campagne, agriculture et industrie et entre femmes et hommes.

Il y a désormais un « avant 1914 » et un « après 1918 ».

La campagne et l'agriculture cèdent progressivement des bras à la ville et l'industrie qui dégagent des salaires plus rémunérateurs.

Bien que ses effectifs diminuent, l'agriculture reste cependant en Charente le principal pourvoyeur d'emploi.

Les rapports hommes-femmes n'ont pas radicalement changé.

Le système de pensée reste un système patriarcal mais les femmes

ont acquis des réflexes de chefs de famille pendant la guerre, qui ouvrières, qui chefs d'exploitation agricole, qui détentrices des cordons de la bourse.

L'émancipation féminine, qui aurait pu être sanctionnée, comme dans d'autres pays européens, par le droit de vote au sortir de la guerre et qui ne l'a pas été, est toutefois en marche.

### 3 L'hommage aux morts et aux anciens de 14-18

La guerre a laissé des traces très profondes. Pour rendre hommage aux 1 400 000 morts français dont 13 000 Charentais, la France décide par la loi du 25 octobre 1919 de faire construire des monuments aux morts.

La loi du 2 juillet 1915 avait déjà défini les conditions d'attribution de la mention de combattants « morts pour la France » qui sont les seuls à pouvoir être inscrits sur les monuments.

L'hommage est solennel et collectif. Quasiment toutes les communes veulent leur monument parce qu'elles ont été toutes plus ou moins affectées, au risque de s'endetter trop fortement.



Monument aux morts de Bignac  
(Crédit ONACVG de la Charente)

Aussi l'Etat fixe le 31 juillet 1920 les conditions de subventions aux communes pour qu'un monument soit érigé.

Le pays et le département de la Charente se couvrent alors de monuments. Difficile aujourd'hui de trouver des communes sans monuments aux morts de 14-18.

Le 11 novembre est devenu un jour mémoire. Si le 11 novembre 1919 est commémoré avec discrétion, celui de 1920, concomitant au cinquantenaire de la République, est associé à l'hommage de la

Nation à un soldat inconnu de la Grande Guerre dont les restes sont transférés au Panthéon puis à l'Arc de Triomphe parisien.

Dès le 11 novembre 1922, à la demande bien compréhensible des anciens combattants, le Parlement déclare le 11 novembre jour de fête nationale.

En 2012 enfin, le 11 novembre est choisi comme journée d'hommage national à l'ensemble des morts pour la France, tous conflits confondus.



Monument aux morts de Montmoreau  
(Crédit ONACVG de la Charente)



### Monument aux morts de Laprade

(Crédit ONACVG de la Charente)

Pilier de mémoire de la guerre, le monument a servi pour toutes les guerres postérieures et centralise toutes les cérémonies patriotiques du souvenir qui se déroulent à des dates différentes. Mémoire visible et repérable, directe et partageable.

Remerciements à  
Mme Catherine PERON et M. Nicolas TALBOURDET (Préfecture de la Charente)  
pour l'aide précieuse qu'ils nous ont apporté pour la mise en forme de ce document.

Impression : Imprimerie Joulé  
Dépôt légal ISBN - 978-2-11-098437-1 2014

Ce document a été édité par

service départemental de l'ONAC de la Charente  
15, rue des Frères Lumière – BP 11323  
16012 Angoulême Cedex  
Tél : 05.45.21.14.18 Fax : 05.45.22.94.26  
Mèl : sd16@onacvg.fr

Avec la participation de

Ministère de la défense  
Secrétariat général pour l'administration (SGA)  
Direction de la mémoire, du patrimoine et des  
archives (DMPA)

Œuvre nationale du bleuet de France



*Mémoire et solidarité*



**CHARENTE**  
LE DÉPARTEMENT

Avec la participation du

Département de la Charente  
31 Boulevard Émile Roux  
CS 60 000  
16917 Angoulême Cedex 9  
Tél : 05 16 09 50 00  
Courriel : contact@cg16.fr

[www.onac-vg.fr](http://www.onac-vg.fr)